

# JOURNAL des Sans Culottes

PAR LE CITOYEN CONSTANT HILBEY.

BUREAU DU JOURNAL DES SANS-CULOTTES : place de la Sorbonne, 3.

Dépôts : à PARIS, chez LÉVY, place de la Bourse, 13, et rue Coquillière, 15, PAGE, lib., rue Grenétat, 51; à LYON, chez BALLAY, rue de la République, 2.

## AVIS.

La police fait aux journaux mensuels une guerre implacable; les marchands stationnaires qui se hasardent à les vendre voient, à chaque moment, leur étalage renversé et leurs journaux enlevés par des agents, et sont menacés de se faire retirer leur permission. Cependant, les journaux mensuels se conformant à la loi comme la presse cautionnée, ont un droit égal : c'est déjà pour la presse aristocratique un assez grand privilège de pouvoir égarer l'opinion publique pendant tout un mois, sans empêcher encore la presse du pauvre de paraître aux époques déterminées par la loi.

## La Contre-Révolution.

La contre-révolution depuis le 24 Février a fait de rapides progrès, son premier triomphe a été la substitution du drapeau tricolore au drapeau rouge arboré sur les barricades; chacun portait avec orgueil la cocarde rouge, cette décoration des hommes libres! La substitution de la cocarde tricolore jeta dans la population les premiers germes de discorde, ceux qui persistèrent à porter la cocarde rouge furent insultés et maltraités; dès ce jour la réaction fut triomphante et tout ce que nous avons vu depuis n'en a été que le développement. Le peuple au lieu de résister au torrent le suivit à la voix de ses flatteurs et de ses guides imbéciles! On vit les prétendus défenseurs du peuple fraterniser avec ses plus mortels ennemis! Les condamnés politiques assistèrent à la cérémonie funèbre des martyrs de Février en compagnie des juges qui les avaient condamnés sous l'autre gouvernement. Les fonctions les plus importantes furent confiées aux hommes de la monarchie. On frappa des impôts sur le nécessaire du pauvre au lieu de frapper le superflu du riche; on refusa à des hommes privés de travail de leur rembourser le fruit de leurs épargnes qu'ils avaient confié à l'État. Au lieu de réduire l'armée on créa la garde mobile! Les petits bourgeois qui ne sont en réalité que le peuple devenu propriétaire par son travail, se rangèrent par vanité et par sottise du côté des gros bourgeois et des aristocrates, et accusèrent de leur ruine la République qui n'avait pas existé. La publicité resta dans les mains des privilégiés et des intrigants; le peuple crut choisir ses mandataires, il ne fit qu'accepter ceux qu'on lui désigna. On vit les républicains réputés les plus ardents patroner la candidature des aristocrates les plus déclarés, sous prétexte de *fraternité universelle*; il aurait fallu dire de folie universelle (je me trompe les aristocrates n'étaient pas fous); de tout cela il ne pouvait résulter que le chaos! Tous nos malheurs sont nés d'une première faute, celle de n'avoir pas su prendre au 24 février des mesures révolutionnaires! Pour établir la République, la Liberté et l'Égalité, au lieu de perdre le temps à discuter des systèmes ou à crier *vive* tel ou tel charlatan! La première chose à faire, c'était d'établir la République, ensuite toutes les idées ayant le droit de se produire, les meilleures auraient prévalu! Au lieu que sous les lois de la monarchie, les mauvaises idées seules ont le droit de se montrer, la liberté proscrite pour la vérité existe pour le mensonge; sous un pareil ordre de choses, les questions importantes ne sont pas même agitées, les charlatans et les ineptes ont seuls le droit de parler; alors on dit, il n'y a pas d'hommes, tandis qu'il faudrait dire, les hommes n'ont pas la liberté de se produire; il y a dans le sein du peuple des hommes de talent et de courage, sur lesquels n'a pas cessé de peser la compression du système monarchique; les idées démocratiques étant ainsi comprimées, l'opposition pour laquelle le peuple se passionne n'est pas la Révolution, elle n'est même que la réaction à un degré moins haut, quand elle n'est pas une opposition factice, que le

pouvoir se crée pour empêcher une opposition réelle de se manifester. Des questions de nul intérêt sont seules offertes à l'attention du peuple qui s'agite inutilement, jusqu'à ce que, lassé de débats stériles auxquels il n'a rien à gagner, il se dégoûte et cesse de s'occuper des affaires publiques. Or, comme dit Rousseau : Sitôt que quelqu'un dit des affaires de l'État : *Que m'importe!* on doit compter que l'État est perdu. Mais si l'indifférence peut perdre l'État, notre vigilance peut le sauver au lieu de dire : *Que m'importe!* travaillons à nous éclairer, c'est l'ignorance qui nous perd; souvenons-nous des luttes de nos pères et de nos frères morts pour la Liberté!

## Assemblée constituante romaine.

L'Assemblée constituante romaine vient de rendre un excellent décret; elle a voté un emprunt forcé qui frappe progressivement, suivant les moyens des contribuables, les riches, les banquiers, les capitalistes, les corporations religieuses, etc., à l'exception des citoyens qui sont le moins favorisés sous le rapport pécuniaire.

Ce mode d'impôt est celui proposé par Marat dans l'*Ami du Peuple* du 12 août 1790, en opposition au projet d'impôt du quart des revenus proposé par Mirabeau et Necker et adopté par l'Assemblée constituante (1). Le mode d'impôt proposé par Marat ne fut pas pris en considération en 1790, mais il le fut en 1793 dans un projet d'emprunt forcé décrété par la Convention et dans la Déclaration des Droits de Robespierre. Ce projet d'emprunt, Marat ne contribua pas peu à le faire passer. Dans la séance de la Convention du 20 mai 1793, il demanda d'établir « sur les riches un emprunt progressif selon leur fortune (*Moniteur*), mot pour mot ce que vient de décréter la Constituante romaine. Et, comme les Girondins, qui combattaient le projet, étaient couverts par les huées des tribunes, ils demandèrent de lever la séance pour constater le défaut de liberté. Marat alors s'élança à la tribune : « Que signifie cette terreur panique à l'aspect de quelques mouvements d'improbation excités par des femmes; depuis deux ans, on entend vos lamentations, et vous n'avez pas encore une égratignure à montrer à vos commettants; l'opposition à l'emprunt forcé vient de ce qu'on n'a pas excepté les membres de l'Assemblée (l'Assemblée murmure). » Un orateur rappela le funeste décret du quart des revenus adopté par la Constituante : « Exécutez, dit-il, votre décret de manière à ne pas aigrir les esprits; ne faites pas peser cet impôt sur l'homme qui vit en travaillant la vigne et son champ; faites cette déclaration, afin de tranquilliser les citoyens qui donnent l'exemple de la frugalité; dites-leur que vous voulez atteindre ceux qui se sont engraisés de la substance de la République, ceux qui, depuis la Révolution, étalent un luxe insolent, ceux qui sont devenus aristocrates en raison de ce qu'ils ont volé la nation. » Le Gouvernement provisoire, fit tout le contraire de ce qu'avait fait la Convention; il épargna ceux qui s'étaient engraisés de la substance du Peuple et frappa l'homme qui vit en travaillant sa vigne et son champ.

(1) Le projet de Mirabeau et de Necker a été imité sous l'état de siège par Proudhon aux applaudissements des badauds. Le projet d'impôt du tiers des revenus présenté par Proudhon frappait les plus petits revenus et ne frappait pas les gros progressivement. Je réfutai ce projet, à la date du 1<sup>er</sup> novembre, dans un écrit intitulé : *Le Socialisme et la Révolution française*; mais la police empêcha les marchands stationnaires de vendre cet écrit, en les menaçant de leur retirer leur permission, et les patriotes empêchèrent de le vendre dans les réunions électo-ales, parce que j'attaquais Proudhon, à qui je reprochais d'avoir voulu frapper les pauvres, auxquels il enlevait le nécessaire, et ménager les riches, auxquels il laissait un immense superflu, tout en faisant sonner de grands mots contre la propriété.

Le ministre de l'Intérieur de la République romaine vient de publier une circulaire énergique dans laquelle on lit : « Dès qu'un soldat autrichien franchira la frontière, vous devez aussitôt faire sonner le tocsin pour que chaque citoyen se lève et prenne les armes, et que tous ceux qui savent manier une pique, un fusil ou un poignard sortent du fond de leurs vallées et des lieux les plus reculés, s'unissent à leurs frères et accourent en masse là où le danger de la patrie les appellera; que chaque buisson de nos jardins, chaque maison de nos vallées, chaque arbre de nos champs cache un coup vengeur, et que la terre de la République naissante soit le tombeau du dernier soldat de la tyrannie. »

Il me serait difficile de désapprouver ces dernières paroles, car j'ai dit en mars 1848, au club de la Sorbonne : « La Révolution ne doit s'arrêter que sur le tombeau du dernier tyran! »

## COURONS EN ITALIE.

Comme on l'a vu par un décret cité plus haut, la République romaine *rétrograde* jusqu'en 93, du moins dans quelques-uns de ses actes, et nous qui sommes dans le progrès, nous, dont l'incroyable vanité nous fait vanter notre génie et notre sagesse au milieu des plus insignes folies, nous n'avons qu'un moyen de ramener à notre niveau la République romaine, c'est d'aller replacer le pape à Rome! Je sais que Ledru-Rollin, après avoir fait battre le rappel contre des citoyens qui discutaient paisiblement, après avoir signé collectivement avec Lamartine tous les actes du Gouvernement provisoire; après avoir fait rentrer les troupes dans Paris, après avoir commandé le feu en Juin, prend chaque jour la défense de la révolution italienne, sans doute pour faire oublier ce qu'il a fait en France; mais c'est une bouffonnerie! Nous, marcher au secours de la République romaine pour lui porter sans doute notre décret de l'impôt des 45 centimes, notre décret contre les attroupements et contre la presse; puis, avec cela, un modèle de casemates! Il y aurait seulement un petit danger : c'est que les Italiens, en nous voyant avec un pareil bagage, pourraient commencer par nous chasser avant les Autrichiens! Si les Italiens *rétrogradent* vers 93, il paraît que nous *rétrogradons*, nous, jusqu'en 1846. Voici ce qu'on lit à la page 80 d'une brochure que je publiai en 1846, sous ce titre : *Réponse à tous mes critiques* :

« Les journaux populaires, c'est-à-dire qui font métier d'être tels, veulent envoyer les Français se battre en Pologne pour la liberté; je suis parfaitement de l'avis de ces journaux. Courons, Français! courons conquérir pour les Polonais la liberté, tandis qu'en France on construit des bastilles, et que nos frères travaillent quinze heures par jour pour mourir de faim dans une liberté complète! Courons, Français, conquérir pour les Polonais la liberté de la presse, tandis qu'on condamne nos écrivains et nos imprimeurs dans une liberté complète!... Courons!... Seulement, il faut nous entendre. Que répondrions-nous si les Polonais nous disaient comme Jean-Jacques au roi de Prusse : *Peuple Français, peuple de braves, tu nous offres de la liberté, n'y a-t-il chez toi personne qui en manque? Je ne sais, Français, ce que nous répondrions; mais, ce que je sais, c'est que notre fusil nous tomberait des mains. Ah! n'importe; courons Français; allons conquérir pour les Polonais la liberté, c'est-à-dire une presse pareille à celle que nous avons et des bastilles semblables aux nôtres.* »



# Dénonciation au procureur de la République

Citoyen procureur, j'ai à vous dénoncer un fait qui va soulever d'indignation votre âme républicaine. En juin, le Gouvernement fit répandre le bruit que les barricades étaient élevées par des agents de la monarchie, et il employa la force pour réprimer les factieux. Eh bien ! citoyen, un fait qui a échappé à vos recherches mérite au plus haut point de vous être signalé des factieux. Des anarchistes ont placé, depuis les journées de juin, nuitamment sans doute, dans le jardin du Luxembourg des statues de reines ! (On prétend que ce sont les brigands des pontons qui ont fait ce coup-là.) Comprenez-vous, grand citoyen ! des statues de reines sous la République ! Quel scandale ! Je crois de mon devoir de bon citoyen de vous signaler un fait aussi monstrueux, et je suis certain que vous allez faire rechercher immédiatement les auteurs d'un pareil outrage fait à la République et à la morale !

P. S. — Citoyen procureur, remarquez dans la salle des Pas-Perdus, au Palais de Justice, la statue de Malesherbes, défenseur de Louis XVI. Le Gouvernement provisoire avait fait couvrir d'un papier marbre, un bas-relief représentant Louis XVI dans sa prison, espérant sans doute que la République durerait autant que le papier (1). Eh bien ! des factieux ont crevé ce papier, si vous ne le faites au plutôt réparer, on verra bientôt le nez de l'infâme Louis XVI scandaliser les passants !

## Calomnies de l'Opinion publique.

L'Opinion publique du 25 mars cite le journal des Sans-Culottes dans un article intitulé Communisme, immédiatement après le passage d'un journal qui prêche la communauté, et immédiatement avant le passage d'un autre journal (la Phalange), qui prêche la polygamie ou cumul d'amours ; elle insinue ainsi, par le titre et l'ensemble de son article, que je suis partisan de ces doctrines. Or, j'ai combattu dans mes écrits la doctrine du communisme et j'ai flétri les amours dont parle l'Opinion publique ; pour s'en convaincre, on n'a qu'à jeter les yeux sur les 1<sup>er</sup> et le 4<sup>e</sup> numéros du journal des Sans-Culottes, ainsi que sur un écrit intitulé : le Socialisme et la Révolution française. Dans cet écrit, on lit :

« Je ne parle pas de ces doctrines abjectes, telles que celles de Fourier, qui ont pour fondement tous les vices et tous les ridicules réunis, qui érigent le vice en vertu et l'immoralité en principe, et cependant les hommes qui les ont propagées sont ceux qui ont dirigé l'esprit public après le 24 février. Citoyens, quand nos pères firent la grande révolution, ils donnèrent pour raison principale les vices scandaleux de la cour, vices qui indignaient leurs cœurs brûlants de vertu, et aujourd'hui ce sont les monarchistes qui défendent la vertu contre nous ; ils nous accusent de vouloir la communauté des femmes : c'est une calomnie, mais enfin ils prennent pour texte de leurs calomnies des doctrines qui ont été émises et que nous n'avons pas flétries assez énergiquement, la communauté des femmes ; mais ce serait le dernier degré où puisse atteindre le vice, et la République, bien loin de devenir une école de prostitution, doit avoir pour résultat de régénérer nos mœurs corrompues et d'extirper du milieu de nous l'ivrognerie et la débauche, ces vices excités par la monarchie pour abrutir les peuples. »

Il semblerait que cet écrit, publié à la date du 1<sup>er</sup> novembre 1848, a été fait exprès pour confondre l'Opinion publique ! Aussi, je lui ai adressé une lettre accompagnée de cet écrit et des deux numéros de mon journal cités plus haut. Elle n'a pas inséré la lettre et elle a gardé le silence le plus complet ; il lui plaît que je sois communiste, je serai communiste malgré moi, bien que j'aie traité la communauté de rêve insensé ; elle a besoin de ces calomnies pour le triomphe de sa cause ! Cependant, je lui ai dit dans ma lettre : « Pour ce qui concerne les mœurs, je puis livrer à votre examen, non-seulement mes écrits, mais ma vie entière qui est une protestation contre de semblables doctrines. » Les rédacteurs de l'Opinion peuvent être tranquilles, je ne veux pas les forcer à vivre en communauté avec moi, par la raison que je n'en ai pas le droit et que je ne voudrais pas vivre en communauté avec eux. Tout ce que je veux, c'est qu'un homme ne puisse pas vivre aux dépens d'un autre, et que chacun puisse jouir en liberté du fruit de son travail. Est-ce assez juste ? L'Opinion publique cite un passage tronqué du n° 5 du Journal des Sans-Culottes, voici ce qu'elle met : « Enfin, voici le principe ouvertement professé par le citoyen Constant Hilbey dans le Journal des Sans-Culottes : Les voleurs, ce sont ceux qui

(1) Voir à ce sujet le N° 3 du Journal des Sans-Culottes.

ont violé d'une manière ou d'une autre la propriété du peuple en usurpant le fruit du travail. » Voici le passage de mon journal. « Ce qui ne veut pas dire que la propriété serait le vol, mais au contraire que ceux qui auraient violé la propriété des autres, en usurpant d'une manière quelconque le fruit de leur travail, seraient des voleurs qui devraient restituer leurs injustes richesses. »

En terminant son article, l'Opinion publique s'écrit : « Qu'on juge par ces citations où va la société si elle ne sait pas se défendre ! » Eh quoi ! où va la société si elle ne sait pas se défendre, parce que je dis qu'on ne doit pas violer la propriété des autres ! Selon l'Opinion publique, il faut alors usurper le fruit du travail d'autrui pour être d'honnêtes gens ! Quelles doctrines perverses et anarchiques ! quelles provocations au vol ! Ah ! c'est contre vous, fabricants de calomnies que la société doit se défendre si elle ne veut se voir précipiter dans les plus affreux désastres !

Le Peuple, journal de M. Proudhon nous dit dans son numéro du 9 février, que « ce n'est pas d'aujourd'hui qu'il savait Lamartine traître à tout, ce qui depuis cinquante ans fait la vie et le mouvement politique de la France, » il commence à être temps de nous l'apprendre. Tant que M. Proudhon saura ainsi de belles choses qu'il ne nous dira pas, ce sera absolument pour nous comme s'il ne savait rien, comme dit la comédie, un sot qui ne dit mot ne se pas distingue pas d'un savant qui se tait, malheureusement ici la chose est grave et le silence en pareille circonstance est une trahison. Dans le Peuple du 19 février, M. Proudhon déclare qu'il a vu venir la Révolution de février avec effroi, il se serait fait pour l'empêcher l'âme damnée de M. Guizot, mais enfin, elle arriva, il prit son parti ! (C'est lui qui parle.) Et c'est pour cela sans doute, qu'il a fait tout son possible pour la perdre, faute de symbole et d'idée, dit encore M. Proudhon, on appliquait à 1848, les idées et les symboles de 92, si au lieu de prendre les idées de l'infâme Mirabeau, M. Proudhon avait appliqué les idées de 92, il me semble que les choses n'en auraient pas marché plus mal.

Selon M. Proudhon : « Barbès et Blanqui rendus à la liberté battaient la campagne, la prison ne leur avait rien appris. » Il faut rendre justice à Blanqui et à Barbès, ils ont tous les deux, Blanqui dans son club et Barbès dans le sien combattu l'impôt des 45 centimes, ils l'ont combattu lorsqu'on a rendu le décret c'est-à-dire lorsqu'il en était temps et M. Proudhon lorsque cet impôt a eu compromis la République en a demandé le maintien pendant quatre ans comme je le lui ai reproché ailleurs ; on peut voir, pour s'en convaincre, la République du 11 septembre 1848, et autres journaux de l'époque : Blanqui a demandé la déchéance de la magistrature et Proudhon n'a pas même voté contre le ministère Dufaure et Vivien !

M. Proudhon après avoir demandé l'abolition de la propriété ; après avoir dit, la République tuera la propriété ou la propriété tuera la République, vient de déclarer « qu'en faisant la critique de la propriété, il n'a jamais entendu ni attaquer les droits individuels reconnus par des lois antérieures ni contester la légitimité des possessions acquises. » Ce qui justifie mot pour mot ce que j'ai dit de lui dans le Socialisme et la Révolution française, voici ce qu'on y lit :

« M. Proudhon s'amuse à jouer sur les mots : il veut remplacer la propriété par la possession ; mais il appelle possession ce qu'on appelle propriété ; il veut abolir le mot et conserver la chose. Les lois par lesquelles il veut régir la possession pourraient aussi bien s'appliquer à la propriété ; c'est pourquoi il a pu dire à l'Assemblée dans ce même discours où il a demandé l'abolition de la propriété, je ne veux ni vous exproprier dans le présent, ni dans l'avenir vous déposer ; c'est-à-dire, vous êtes propriétaire, vous serez possesseur, qu'est-ce que cela vous fait ? la grammaire sera contente et vous aussi. »

Les patriotes doivent reconnaître que cette fois encore je ne les ai pas trompés.

## Rectification importante.

J'ai parlé, dans le n° 6 du Journal des Sans-Culottes, d'une manière défavorable d'un citoyen nommé Malapert. On m'avait affirmé que Malapert était le même homme qu'un nommé Junius ; mais c'était une erreur. J'ai été désolé de n'avoir pas une occasion de la réparer plutôt, mon journal ne paraissant qu'une fois par mois. Ce n'est donc que sur Junius-Michel-Hamel, auteur de la Satire sociale, que porte mon article.

Dans mon dernier numéro, j'ai demandé à M. Carlier s'il avait menacé la Réforme de l'accuser en calomnie parce que ses accusations étaient anonymes, tandis que les miennes étaient signées de trois témoins, l'invitant à m'at-

taquer en calomnie. M. Carlier a gardé le silence et ne m'a point accusé. Il dit que la Réforme lui « accorde beaucoup d'habileté ; » c'est peut-être pour cela qu'il aime à avoir des affaires avec elle. Il est moins heureux avec moi ; et, s'il a beaucoup d'habileté, on ne s'en douterait guère à voir ce qui lui est arrivé. Comme il semble oublier cette fois le soin de sa réputation, je me ferai un devoir de le lui rappeler dans tous mes numéros.

Le Républicain rouge se plaint des attentats à la propriété commis par des agents qui se permettent d'enlever aux marchands les journaux indépendants : le Journal des Sans-Culottes a beaucoup à se plaindre de cet abus, et il serait en mesure de le prouver par de nombreux témoins.

## Procès.

L'arrêt qui me renvoie devant la cour d'assises, pour un discours prononcé dans le club Sainte-Marine, le 14 décembre, m'a été signifié le 8 mars. L'huissier qui m'a signifié cet arrêt, m'a tenu le langage suivant : Vous ne me reconnaissez pas... Je vous apporte... Ah oui ! une assignation... C'est vous qui, sous Philippe, m'apportiez cela. — Et je vous l'apporte encore sous la République : Vous êtes donc toujours dans nos griffes ! Le même arrêt a été signifié au citoyen Merlieux, actuellement détenu à Sainte-Pélagie, par suite de condamnations prononcées contre lui, par la cour d'assises. On veut faire partager au citoyen Merlieux, comme président du club, la responsabilité de mes paroles.

## Ouverture d'un Club.

Des citoyens ont ouvert un Club, rue Saint-Antoine, pour ne pas laisser périr le droit de réunion, disent-ils, malheureusement ces citoyens s'y prennent un peu tard, et l'approche des élections ôte du prix à leur dévouement. Les orateurs qui ont ouvert la séance ont recommandé la modération, et en effet, ils y sont forcés par la loi, ils ont dit que des agents provocateurs pourraient venir faire entendre des paroles violentes et occasionner du désordre pour faire fermer le club. J'ai éprouvé en écoutant les orateurs, que les clubs, quand la liberté de la parole n'est pas illimitée, sont plutôt funestes, qu'utiles. Un homme qui a quelque chose à dire est contraint de garder le silence sous peine de passer pour un agent provocateur, ou de compromettre avec lui le président du club. Un orateur a été jusqu'à dire, pour montrer l'inutilité des révolutions : Qu'avons-nous gagné à la Révolution de février ? Sans doute, on peut dire que nous n'avons rien gagné pour réclamer ce que nous sommes en droit d'obtenir, mais dire que nous n'avons rien gagné pour en conclure que les révolutions sont inutiles, c'est la morale des tyrans ! Je crois que ce que l'on doit redouter le plus en ce moment, ce ne sont pas les agents provocateurs, mais les agents endormeurs, dans la presse aussi bien que dans les clubs. Car enfin, on n'a jamais établi de république en dormant... Si les orateurs et les écrivains continuent sur ce ton, ils réussiront à paralyser entièrement l'esprit révolutionnaire, et finiront par nous faire accroire que c'est la police qui a fait faire la révolution de 93 pour nous compromettre.

La brochure que j'ai publiée dans la fin de janvier, sous le titre Affreuse Tentative de Corruption, renfermait une lettre du citoyen Marle, dans laquelle il provoquait des explications de la part de Gustave Robert, qu'il déclarait avoir vu en compagnie d'un agent de Carlier. M. Gustave Robert se présenta au bureau du Journal des Sans-Culottes ; mais mon journal ne paraissant qu'une fois par mois, je ne pus publier immédiatement ses explications. Mon journal était sur le point de paraître quand parut dans le journal le Peuple un article dans lequel Gustave Robert était qualifié d'agent de police ; Gustave Robert ayant réclamé, par une lettre, le Peuple du 12 février le pria de vouloir bien passer dans les bureaux pour donner des explications sur quelques faits parvenus à sa connaissance.

Ces faits, sans nul doute, étaient ceux contenus dans ma brochure, bien qu'il ne l'ait pas citée ; car les explications données au Peuple par Gustave Robert et publiées dans son numéro du 13 février sont absolument celles qu'il m'a données à moi-même, et que j'ai publiées dans mon n° 6, qui a paru le 13 février (le même jour que le Peuple). Je ne connaissais pas au Peuple cette haine ardente contre les faux patriotes, lui qui a su Lamartine traître si longtemps sans nous en rien dire. Je démasque un homme, et précisément le Peuple se hâte de provoquer les explications que j'avais provoquées.

Eh quoi ! citoyen Proudhon, ne connaissez-vous point d'autres faux patriotes ? Quoi ! un agent de Carlier vient chez moi ; un des témoins qui assistait à la conversation rencontre, dès le lendemain, un prétendu patriote avec cet agent, et vous ne connaissez que celui-là ! Mais ce n'était pas le fait le plus grave signalé dans ma brochure, ce qui concerne Carlier, la conversation tenue chez moi et entendue par trois témoins (témoins véridiques, vous êtes à même d'en juger par les aveux de Gustave Robert) est bien autrement importante. En avez-vous parlé ? Nullement.

Au moment de mettre sous presse, je reçois une assignation à comparaître vendredi 16 mars devant la police correctionnelle, 6<sup>e</sup> chambre, comme prévenu de publication d'un journal sans avoir fait la déclaration exigée par la loi du 18 JUILLET 1828, loi signée Charles X, et remise en vigueur sous l'état de siège, par le décret du 9 août 1848, signé Armand Marrast, Peupin, Léon Robert, Landrin (1), Bérard, Emile Paen, Edmond Lafayette, Cavaignac, grands républicains comme Charles X et comme Louis-Philippe ! — J'ignorais l'existence de cette loi.

(1) Ce Landrin ou Mandrin est ce procureur de la République qui, le 28 mai 1848, empêcha arbitrairement la publication du premier numéro du Journal des Sans-Culottes, dont les exemplaires, retenus par son ordre chez l'imprimeur, ne me furent rendus que longtemps après, c'est-à-dire lorsque le mouvement de la vente fut passé, à l'exception toutefois des exemplaires volés aux crieurs qu'il fit arrêter, qui ne me furent jamais rendus. Ce vol n'a jamais été expliqué et n'a pas même eu pour s'appuyer une loi de Charles X ou de Louis-Philippe.

Le Rédacteur-Gérant CONSTANT HILBEY.

Imprimerie de BEAULÉ et MAIGNARD, rue Jacques de Brosse, 8.